

Praia, Cap-Vert, 22 novembre (Infosplusgabon) - Les membres du Groupe d'Appui Budgétaire (GAO, sigle en portugais) au Cap-Vert ont de nouveau manifesté leur inquiétude par rapport à la dette publique de l'archipel qui ne cesse d'augmenter (126 % du PIB), malgré le ralentissement momentané en 2017, a-t-on appris à Praia.

D'après le porte-parole du GAO, pour que le Cap-Vert consolide ses acquis et réduise le "risque élevé du surendettement extérieur", il devra inciter le recouvrement des recettes fiscales et mettre en œuvre des mesures pour contenir le rythme de la hausse des dépenses programmées tout en préservant les dépenses dans les secteurs sociaux critiques.

Joel Danie Muzima, qui est aussi économiste principal à la BAD pour le Cap-Vert, s'exprimait, mardi, au terme de la deuxième mission de révision de l'année dans le pays, qui s'est déroulée depuis la semaine passée.

Le GAO est composé de la Banque Africaine de développement (BAD), de la Banque mondiale (BM), du Luxembourg, du Portugal et de l'Union européenne (UE).

Le porte-parole a souligné aussi que l'approche des risques de la dette associés aux sociétés nationales déficitaires "est également cruciale".

Dans ce sens, il a encouragé le gouvernement de l'archipel d'accélérer son programme de réformes des sociétés nationales et a de nouveau recommandé à l'exécutif de "conclure rapidement" les négociations en cours, notamment pour ce qui est de la privatisation de la compagnie aérienne Cabo Verde Airlines.

"Bien que cela soit important de montrer les résultats afin de garantir l'appui au budget, les autorités sont appelées à s'assurer que les opérations en cours respectent les principes de compétitivité ouverte et de l'optimisation de l'affectation des ressources", a-t-il déclaré.

La compagnie aérienne nationale du Cap-Vert est en procès de restructuration en vue de sa privatisation, avec le ministre des Finances qui prévoit que cela pourrait se faire avant la fin de l'année.

En plus de Cabo Verde Airlines, le gouvernement envisage de privatiser plusieurs sociétés nationales dans les domaines de l'éducation, des énergies, du secteur financier, de l'inclusion sociale, tout cela en partenariat avec la Banque mondiale.

Bien que les partenaires aient constaté des améliorations côté budget du Cap-Vert, ils ont recommandé, entre autres mesures, d'accélérer les réformes afin d'améliorer l'environnement des affaires et le lancement d'un nouveau rapport sur la transparence et la responsabilisation dans les finances publiques.

Toutefois, le GAO s'est félicité de la nomination des juges de la Cour des comptes, mais a considéré qu'il fallait prendre des "mesures essentielles" à la mise en œuvre de la nouvelle loi de la Cour des comptes, dont le recrutement des auditeurs et l'adoption des plans de travail annuels.

Les partenaires vont injecter 30 millions d'euros au budget de l'État 2019, soit 20 millions de la BAD, sept millions et 500 mille de l'Union européenne, deux millions du Luxembourg et 500.000 euros du Portugal, tandis que l'aide de la Banque mondiale est conditionnée à la restructuration de la compagnie aérienne nationale.

Répondant aux recommandations des partenaires internationaux, le ministre capverdien des Finances, Olavo Correia, a reconnu que la dette du pays était élevée, mais il a souligné que cela était dû par son accumulation "durant des décennies".

"Pour la réduire, il faut du temps. On ne peut changer la trajectoire du point de vue de la hausse de la dette publique de manière significative en une année", a aussi indiqué le vice-Premier ministre capverdien.

M. Olavo Correia a indiqué que le gouvernement était à la recherche d'une stratégie à moyen terme de réduction de la dette publique.

"Nous avons réussi à montrer cette tendance, à contrôler le déficit budgétaire et sommes tombés d'accord avec le GAO que la dette est un défi et que nous avons une stratégie déjà montée pour faire face à ce défi", a expliqué l'homme d'Etat.

Dans le budget d'État 2019, le gouvernement capverdien prévoit de réduire la dette publique de 127,9 pour cent à 126,3 pour cent du PIB (Produit Intérieur Brut).

© Copyright Infosplusgabon